

Congo : Katumbi mise sur la popularité de Tshisekedi

Etienne Tshisekedi triomphant dimanche devant des dizaines de milliers de Kinois. L'image a marqué les esprits, pourtant elle ne doit pas cacher l'essentiel. Malgré le retour au pays de l'opposant historique, un duel au sommet entre le président Kabila et Moïse Katumbi semble se profiler. Les deux camps essayent d'ailleurs de rallier Tshisekedi à leur cause. Cette bataille-là semble déjà perdue

par Kabila.

L'opposant de 83 ans a en effet appelé au départ du président actuel avant la fin de l'année. Il a aussi demandé « la cessation des procédures arbitraires judiciaires à l'encontre des leaders de l'opposition », dont Moïse Katumbi, qu'il a nommé cité.

L'ancien gouverneur du Katanga a d'ailleurs voulu se rendre au meeting ki-

nois de Tshisekedi, mais le régime congolais n'a pas donné l'autorisation de survol et d'atterrissage à son avion. Il en a profité pour se réjouir de « l'exceptionnelle mobilisation ». Un comportement qui n'est pas désintéressé. « Tshi Tshi » possède encore un fort potentiel de popularité : il est le préféré des quartiers populaires de Kinshasa, le héros des Kasaiens... Un allié très important en vue de la présidentielle. ■

La course à l'héritage politique de Tshisekedi

RD CONGO Le « choc » entre Joseph Kabila et Moïse Katumbi paraît inéluctable

► La perspective d'un duel au sommet se précise entre le chef de l'Etat et l'ex-gouverneur du Katanga.

► Et, face à la crise qui s'enlise, le capital politique du vieil opposant historique attise les convoitises.

ÉCLAIRAGE

Une ligne rouge à ne pas franchir. C'est ainsi qu'Etienne Tshisekedi a défini dimanche, devant les dizaines de milliers de Kinois venus assister à son premier meeting depuis 2011, l'échéance du 19 septembre 2016, date à laquelle doit se tenir le prochain scrutin présidentiel. L'opposant historique de 83 ans, de retour au pays après deux ans d'ab-

sence, a exigé le départ du président Kabila d'ici la fin de l'année, au terme d'un « préavis de trois mois de locataire au palais présidentiel », concluant : « Le 20 décembre, la maison doit être libre. » Tshisekedi a aussi évoqué les conditions préalables au dialogue, convoqué fin novembre par le président Kabila, pour permettre l'organisation d'élections apai-

sées dans le pays, à savoir la libération des prisonniers politiques et d'opinion ainsi que « la cessation des procédures arbitraires judiciaires (...) à l'encontre des leaders de l'opposition, comme c'est le cas de Moïse Katumbi et Martin Fayulu ».

Moïse Katumbi, ancien gouverneur du Katanga, apparaît aujourd'hui comme le principal challenger du chef de l'Etat. Visé, depuis le mois de mai, par un mandat d'arrêt sur la base d'accusations destinées, selon lui, à faire échouer sa campagne électorale, il a dû quitter le pays, craignant pour sa sécurité.

Dans un communiqué, le candidat à la présidentielle a affirmé

avoir tenté de rentrer dans son pays pour participer au meeting du 31 juillet, mais le régime congolais l'en aurait empêché, ne donnant pas à son avion « l'autorisation de survol et d'atterrissage ».

« Je dénonce une nouvelle fois cette entrave illégale, qui reflète l'état des libertés individuelles dans notre pays », a-t-il déclaré, se réjouissant néanmoins de l'« exceptionnelle mobilisation » des Congolais, à l'occasion du « Rassemblement » présidé par Etienne Tshisekedi, pour « réclamer le respect de la Constitution,

exiger la première alternance démocratique dans notre pays et dire "non" aux dérives totalitaires du pouvoir ».

L'enjeu réel des négociations entre pouvoir et opposition, au-delà de la gestion de la période de transition se situant au-delà de l'expiration du mandat présidentiel, c'est évidemment le « capital politique » que représente

encore Etienne Tshisekedi : malgré son âge, ce dernier a gardé une immense popularité, gagnée lorsqu'il démystifiait un Mobutu au faite de sa puissance. Aujourd'hui encore, « Tshi Tshi » est le « préféré » des quartiers populaires de Kinshasa, le héros des Kasaiens, sa province d'origine, et son nom est resté connu jusque dans les campagnes les plus reculées.

Le pouvoir en place aurait souhaité s'associer à ce poids lourd de la politique, mais il aurait été « dribblé » par Moïse Katumbi. D'après Kin Kiy Mulumba - lire ci-dessous -, Katumbi, après s'être opposé au président Kabila, aurait nourri pour lui-même des ambitions présidentielles, servies par son immense fortune.

Cette dernière découle-

rait de la très profitable revente d'actifs miniers et des bénéfices réalisés par ses sociétés au Katanga.

Grâce aux moyens matériels dont il dispose, ainsi que son frère Katebe Katoto, un homme d'affaires domicilié en Belgique, Moïse Katumbi est le seul à pouvoir « s'offrir » une campagne électorale à l'échelle du pays, le seul à pouvoir soutenir ses alliés du G78 (sept personnalités naguère proches de Kabila et qui se sont ralliés à sa candidature).

Pour Kin Kiy Mulumba, le virage de Tshisekedi, désormais opposé au dialogue, s'expliquerait par une raison très simple : « Moïse a doublé la mise... C'est lui aussi qui a payé le jet privé avec lequel Tshisekedi est rentré au pays, l'aller ayant été, voici deux ans, payé par le président Kabila... »

Kabila/Katumbi : les contours du match se précisent de plus en plus, avec tout le potentiel de violence qu'il comporte. A noter cependant que l'hebdomadaire français *Le Point*, généralement bien introduit, assure pour sa part que le docteur Mukwege, malgré ses démentis répétés, pourrait un jour apparaître comme le candidat idéal pour diriger une transition consensuelle... Le médecin de Panzi est d'ores et déjà soutenu par une large partie de la diaspora congolaise, de plus en plus présente dans le débat... ■

COLETTE BRAECKMAN
(avec CLARA VAN REETH)

LE POINT DE VUE DES AUTORITÉS

Report inévitable ?

Ministre chargé des relations avec le Parlement, ancien journaliste et fondateur de l'hebdomadaire *Le Soft*, Tryphon Kin Kiey Mulumba, depuis l'ère Mobutu dont il fut le dernier ministre de l'Information, a connu tous les régimes politiques des dernières décennies.

Aujourd'hui engagé aux côtés du président Kabila, il n'est certainement pas un observateur neutre, mais c'est avec lucidité et franchise qu'il analyse les derniers développements. La semaine dernière, il croyait encore qu'un dialogue pouvait s'amorcer entre pouvoir et opposition afin de négocier un inévitable report des échéances électorales, sinon le rythme même des scrutins : « *Est-il indispensable que, tous les 5 ans, dans un pays aussi vaste, l'Etat ait à déboursier un mil-*

liard de dollars pour organiser

des élections générales ? »

Pour Kin Kiey Mulumba, l'idée du dialogue n'est pas nouvelle : « *Au début, c'est le parti d'Etienne Tshisekedi qui, au nom de l'opposition, réclamait cette discussion inclusive. Les négociations avec l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), le parti d'Etienne Tshisekedi, ont eu lieu en plusieurs endroits : à Ibiza, en Italie, à Bruxelles, à Nice... Il était question de l'entrée de membres de l'UDPS au gouvernement,*

d'ouvertures et de promotions au niveau de l'Assemblée nationale... »

Kin Kiey Mulumba, l'ancien journaliste, est formel : « *Un accord a été signé, en bonne et due forme... »* Et il ne dément pas lorsque nous citons le chiffre de ce « *gentlemen's agreement* » qui circule à Kinshasa : quelque douze millions de dollars...

C.B. (AVEC C.V.R.)